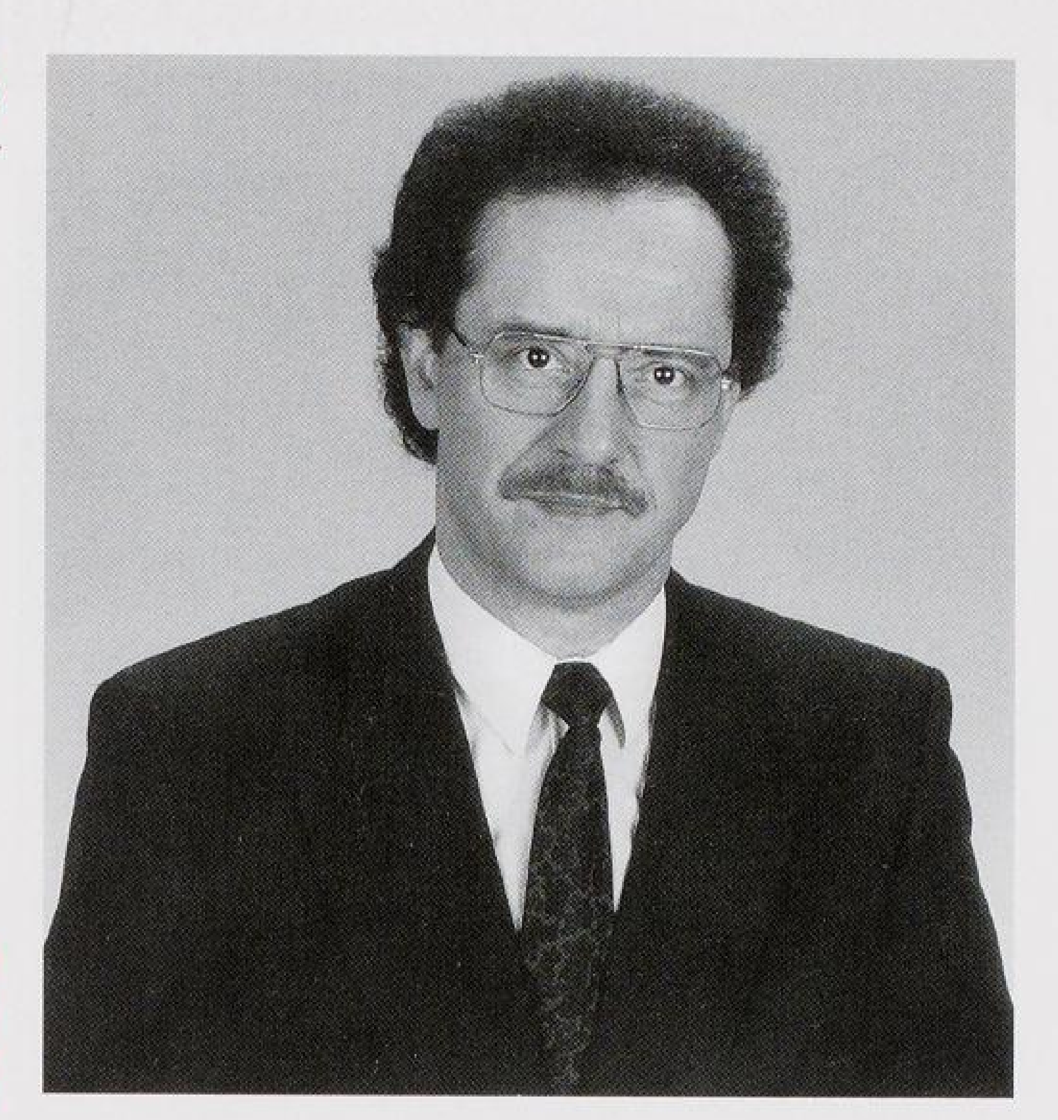
LES 21 ET 28 MARS

Pour notre circonscription
Pour Arras et l'Artois
Pour les cantons d'Arras Nord, Dainville,
Marquion, Vimy, Vitry
et leurs communes



IL FAUT
UN VRAI DÉPUTÉ

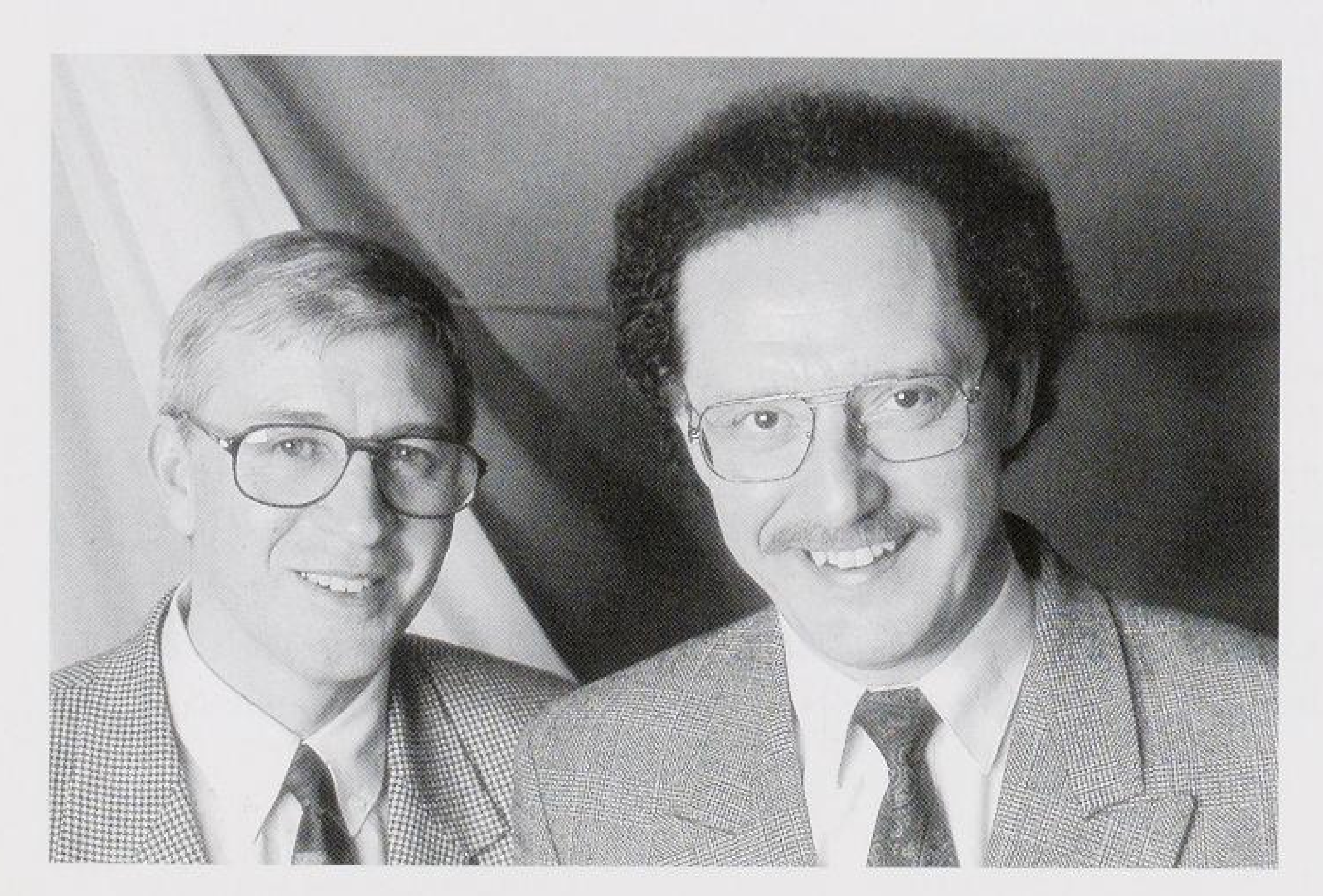
UN NOUVEAU REGARD SUR LA VIE

Vous choisirez

un homme neuf, vrai, solidaire
un homme comme vous, parmi vous, avec vous
un homme expérimenté et fidèle à ses engagements

Vous choisirez

un idéal de justice sociale et de liberté
l'avenir, l'efficacité, le dynamisme



Vous voterez

Jean-Marie ALEXANDRE

Candidat titulaire

Jean-Pierre DELEURY

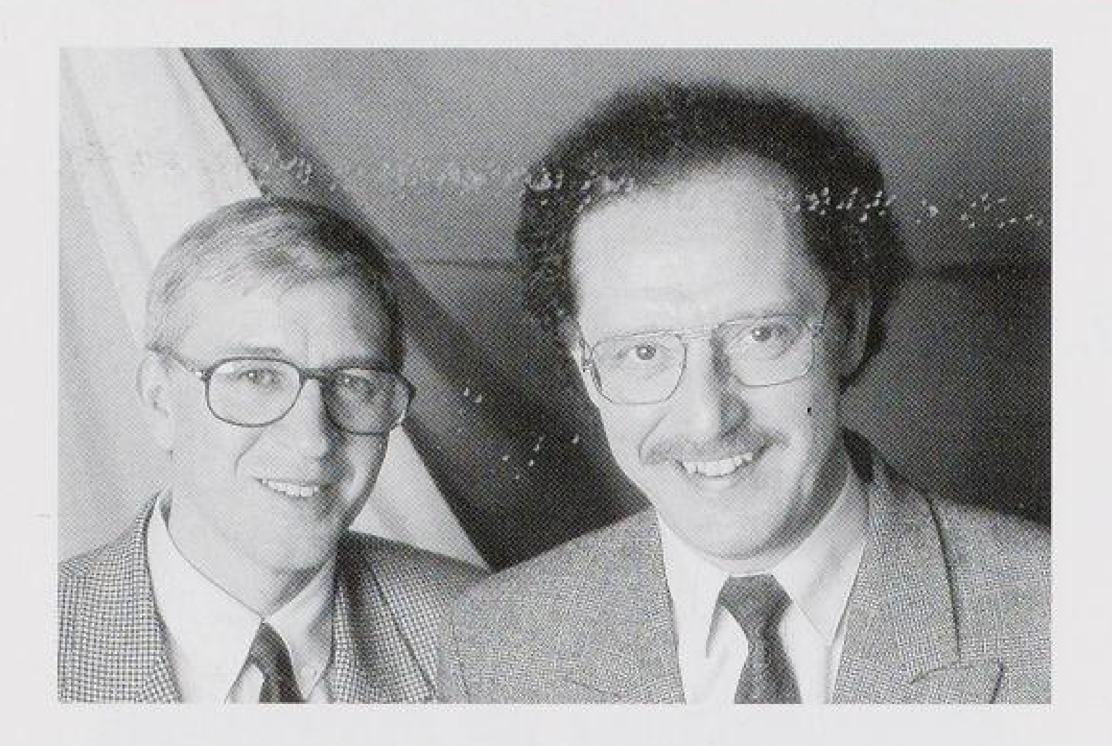
Candidat suppléant

Parti Socialiste

Vu les candidats

Imp. SEP / ARRAS / 21 73 43 00

République Française - Elections Législatives 21 et 28 Mars 1993
DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION DU PAS-DE-CALAIS



Jean-Marie ALEXANDRE
avec
Jean-Pierre DELEURY
UN NOUVEAU REGARD SUR LA VIE

Madame, Mademoiselle, Monsieur

D'ABORD L'EMPLOI ET LA SOLIDARITÉ

Les 21 et 28 mars, vous élirez en conscience votre député. Tout au long de ces dernières semaines, j'ai eu l'occasion de vous présenter l'ensemble des mesures simples et concrètes que j'entends mettre en œuvre si vous m'accordez votre confiance.

Aussi me limiterai-je, dans cette profession de foi, à deux thèmes majeurs, l'emploi et la solidarité, parce qu'ils conditionnent tous les aspects de notre vie quotidienne.

Il y a ceux qui disent : "Faites-moi confiance, je sais faire. Je créerai l'emploi industriel et commercial." Faut-il les croire ?
- Lorsqu'ils étaient aux commandes de la France, l'inflation était de 14% (1981). Aujourd'hui, elle est de 2,6%.
- Lorsqu'ils sont aux commandes des entreprises, ils fusionnent, "restructurent" ou tout simplement ferment, provoquant le chômage.

Ce sont les mêmes qui, aujourd'hui, protestent contre les emplois précaires, le R.M.I., les C.E.S.
Faut-il les croire ?

C'est vrai que ces solutions ne sont guère satisfaisantes. Mais lorsqu'ils étaient au pouvoir, ils n'ont rien fait pour garantir un minimum de ressources aux plus défavorisés.

Et certains d'entre eux, lorsqu'ils possèdent de grandes entreprises, s'accommodent très bien des emplois précaires et du travail au rabais.

Ils ont même organisé l'implantation de grandes surfaces commerciales (si préjudiciables aux petits commerces et aux agriculteurs) et délocalisé des emplois dans des zones qui leur étaient acquises.

La vérité est qu'il n'y a pas de solution miracle en matière d'emploi.

MAIS :
- *on peut* **défendre l'emploi dans chacune de nos communes** *en aidant les petites entreprises, les artisans, les commerçants à maintenir et à moderniser leur activité ;*
- *on doit* **développer l'emploi social et de service, source de cohésion sociale et de solidarité.**

Un demandeur d'emploi coûte en moyenne 117 000 F par an à la collectivité nationale (à ne pas confondre avec son indemnisation réelle qui est, et de loin, bien inférieure).

Pourquoi ne pas consacrer une partie de cette somme à créer de vrais emplois pour :
- *aider les personnes âgées et accueillir les personnes dépendantes,*
- *favoriser l'insertion des handicapés et des personnes en difficulté sociale,*
- *aider les familles, les mères, les malades à domicile,*
- *développer les services de proximité (petit commerce, relais des services publics, etc.),*
- *relancer la construction indispensable de logements sociaux,*
- *protéger notre cadre de vie et l'environnement,*
- *renforcer la sécurité dans nos quartiers et nos villages.*

Au lieu d'indemniser le chômage (si destructeur de l'équilibre familial et parfois générateur de délinquance), il vaut mieux créer un emploi qui rendrait service à tout le monde.

Depuis 25 ans, quotidiennement, j'œuvre en faveur des personnes en difficulté, des handicapés, des personnes âgées.

Aidez-moi, dans notre circonscription, à mettre en œuvre ces idées simples qui ont besoin du concours de tous.

Économie, emploi, solidarité, justice sociale doivent aller de pair.

Voilà ce que je propose à tous ceux qui entendent refuser l'aventure et veulent que leur voix soit entendue, écoutée, respectée.

Je prends devant vous l'engagement de renoncer à mon mandat européen si vous m'accordez votre confiance pour vous défendre à l'Assemblée Nationale.

Le 21 mars, je compte sur vous.

Jean-Marie ALEXANDRE